

■ MURAT JULIAN ALDER, AVOCAT, DÉPUTÉ, CANDIDAT PLR AU CONSEIL NATIONAL

# «Personne n'a le monopole de l'écologie»

Murat Julian Alder est avocat et député au Grand conseil genevois (depuis 2013). Officier d'état-major général et président du Centre LAVI (aide aux victimes) de Genève, il parle parfaitement l'allemand et le suisse-allemand, ainsi que l'anglais, l'espagnol et le turc. Il convoite un siège au Conseil national, parce que les enjeux fédéraux de la prochaine législature auront un impact énorme sur sa génération et celles qui suivront.

**- Vous avez 37 ans et plus de dix ans d'expérience politique cantonale. Que pouvez-vous apporter à Berne?**

- La prochaine législature au Conseil national aura un impact énorme sur ma génération et les suivantes, que l'on évoque le climat, la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle ou la pérennisation des systèmes de retraite et de santé. Je veux m'engager au service de Genève à Berne. J'ai la chance de parler l'allemand et le suisse-allemand, c'est un atout!

**- Pensez-vous que les Genevois devraient faire un effort pour se rapprocher du reste de la Suisse, sans toujours que l'on réduise Genève à des Geneferien?**

- Évidemment. Genève doit se rapprocher de cantons comme Bâle et Zurich. Prenons l'exemple de la mobilité, Les Zurichois n'ont pas eu à se battre pour leur S-Bahn. A Genève, avec le Léman Express, on est quand même sur un tracé qui date de 1912... Enfin, mieux vaut cela que rien. La question de la traversée du lac va également se poser à nouveau. Il est essentiel que Genève fasse entendre sa voix à Berne, qu'elle se rapproche du reste de la Suisse pour défendre ses propres intérêts. N'oublions pas que la politique extérieure de la Suisse doit énormément à la vocation internationale de Genève. Notre canton est profondément suisse et fier de l'être. Il est faux de dire que nous sommes plus proches des Français.

**- Vous ne possédez pas de voiture, vous triez les déchets, vous êtes un écolo convaincu?**

- Personne n'a le monopole de la question écologique. Je possède cette sensibilité depuis longtemps et je suis membre du mouvement Écologie libérale. La gauche ne veut que des taxes et des interdictions. Au PLR, nous proposons une approche pragmatique: on ne pose

des limites que si l'on ne peut faire autrement, privilégiant des mécanismes incitatifs pour que, par exemple, les bâtiments génèrent plus d'énergie qu'ils n'en consomment. C'est possible! Les carburants fossiles sont à taxer, mais la pose de panneaux solaires doit être fiscalement encouragée, facilitée d'un point de vue bureaucratique. Il existe un juste milieu entre la décroissance et le climato-négationisme!

**- Le PLR est quand même d'accord de taxer les billets d'avion...**

- Je n'y vois pas d'inconvénient de principe, mais si l'on veut dissuader les gens de voyager en avion à bas prix, il faut proposer des alternatives, par exemple développer les trains de nuit, comme en Autriche. La Suisse pourrait devenir le nœud ferroviaire nocturne européen.

**- Votre avis sur la politique du logement à Genève?**

- Nous avons les loyers les plus élevés de Suisse, car le territoire est exigu. Mais je suis opposé à ce que l'on décrète la fin des zones villas, cela correspond aussi à un besoin, pour les familles notamment. Il s'agit de construire la ville en ville. J'espère que l'on ne se montrera pas dogmatique dans un quartier comme le PAV où là, oui, on doit pouvoir construire plus haut! Il faut bien entendu accompagner ces bâtiments par la mise en valeur d'espaces verts. D'une manière générale, je trouve qu'il y a une dimension plus esthétique à apporter à Genève.

**- Vous êtes officier d'état-major général, vous connaissez les enjeux de la sécurité. Que pouvez-vous nous en dire?**

- Qu'il n'y a pas de liberté sans sécurité et que la sécurité n'est jamais un acquis. La Suisse est un pays stable, prospère. Depuis la chute du



Murat Julian Adler: «Genève doit se rapprocher de cantons comme Bâle et Zurich».

Mur de Berlin, les menaces ont changé, que l'on évoque le terrorisme ou la cybercriminalité, par exemple. En Suisse, l'un des enjeux consiste à renouveler notre flotte aérienne, mais aussi à nous rendre plus offensifs face aux cybercriminels. La Suisse a perdu le secret bancaire, mais pourrait devenir le coffre-fort numérique mondial. Je pense également qu'il est indispensable de réunir tous les acteurs de la sécurité, sous l'égide d'un seul et même Département fédéral. Les garde-frontière dépendent toujours des Finances, ce qui est dépassé.

**- Et quid de la criminalité de rue?**

- A Genève, la délinquance a diminué depuis 2011, mais face à des actes de plus en plus brutaux et violents, je pense qu'il faut prévoir des peines planchers pour les crimes de sang les plus graves. ■

*Propos recueillis par Point-Virgule*